



Pourquoi le message est brouillé entre Paris et Berlin



Ninon Renaud
@NinonRenaud
—Correspondante à Berlin

Le message d'Emmanuel Macron aux Allemands l'automne passé semble étrangement décalé aujourd'hui. « Chaque fois que vous ne comprenez peut-être pas tout à fait les mots venant de la France, lisez toujours et avant tout qu'elle vous aime » ; avait-il conclu le 18 novembre sous les applaudissements des députés du Bundestag. Mais c'est Paris qui s'inquiète à présent du désamour allemand. L'interview donnée par Angela Merkel dans la « Süd Deutsche Zeitung » le 15 mai, après la tribune de sa dauphine, Annegret Kramp-Karrenbauer, en mars dans le quotidien « die Welt », a en effet alimenté le sentiment d'une rupture consommée par Berlin. Plutôt que de « surmonter nos tabous et dépasser nos habitudes » pour réformer l'Europe, comme le souhaitait à l'automne le président de la République, la chancelière et sa dauphine appuient sur leurs divergences de vues avec la France.

En reconnaissant que sa relation avec Emmanuel Macron ne coule pas de source, que « nous luttons » pour parvenir à des compromis, Angela Merkel n'a en réalité que confirmé le concept de « confrontation féconde » évoqué par le président français en avril. Il avait alors fait état des dossiers qui fâchent,

citant la politique énergétique et climatique, le Brexit et les relations commerciales avec les Etats-Unis. Il aurait pu y ajouter la défense européenne et la zone euro.

Ces sujets ne sont pas nouveaux, ils sont des marqueurs de la relation franco-allemande depuis plusieurs décennies. Mais, si le ton a changé, c'est parce que les deux partenaires sont en campagne électorale. En critiquant le « fétichisme » budgétaire de l'Allemagne et son modèle économique peu favorable au « projet social qu' [il] porte pour l'Europe », Emmanuel Macron défendait en avril le programme d'En marche contre le Parti populaire européen (PPE), dont fait partie la CDU d'Angela Merkel et d'Annegret Kramp-Karrenbauer, sa nouvelle présidente.

La constitution d'un nouveau Parlement n'est pas le seul enjeu. Les deux pays sont aussi en concurrence sur le processus de nomination du successeur de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission : Angela Merkel ne peut que soutenir l'Allemand Manfred Weber, tête de liste du PPE et membre de la CSU, parti frère bavarois de la CDU. Le président français a à l'inverse marqué son désaccord à l'élection automatique du leader du parti qui aura recueilli le plus de voix le 26 mai.

Il en va de même pour le successeur de Mario Draghi à la tête de la BCE cet automne : les Français

Les points à retenir

- Angela Merkel et sa dauphine, Annegret Kramp-Karrenbauer, n'hésitent plus à mettre en avant leurs divergences avec la France.
- Si le ton a changé, c'est d'abord parce que les deux pays sont en campagne électorale.
- France et Allemagne sont aussi en concurrence sur la nomination du successeur de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne, et de Mario Draghi à la tête de la BCE.
- Cette course d'influence a valeur de symbole pour Emmanuel Macron, qui craint que la France ne soit marginalisée.
- L'Allemagne n'a pas ce souci, mais elle est entrée dans une période inédite d'instabilité politique qui concentre l'essentiel de son attention.

Benoît Cœuré, membre du directoire de la BCE, et François Villeroy de Galhau, président de la Banque de France, figurent en lice aux côtés du patron de la Bundesbank, Jens Weidmann. Si Manfred Weber n'obtenait pas la présidence de la Commission européenne, les tensions se déplaceraient donc sur le terrain francfortois.

Cette course d'influence a plus que jamais valeur de symbole pour le président français, car « il assume la volonté de peser en Europe en parlant sur un pied d'égalité avec l'Allemagne », souligne Hans Stark, secrétaire général du comité d'études des relations franco-allemandes à l'Institut français des relations internationales (Ifri). La crainte de la France d'être marginalisée existe de fait depuis la chute du Mur. Jusqu'en 1989, Paris bénéficiait du statut de moteur politique de l'Europe tandis que l'Allemagne représentait la locomotive économique.

Mais, depuis la réunification, Berlin s'est invité dans la sphère politique, Angela Merkel est même désormais érigée en garante de la stabilité mondiale. « La réticence de la chancelière à répondre aux appels répétés d'Emmanuel Macron à réformer avec lui l'Europe ne fait que renforcer la crainte française d'être marginalisé », analyse Martin Koopmann, directeur de l'Institut Genshagen.

L'Allemagne n'a pas ce souci et elle s'émeut d'autant moins des critiques

hexagonales que sa priorité est la stabilité de l'Europe. « L'idée d'Emmanuel Macron d'aller plus vite dans les réformes avec quelques pays, au risque de brusquer les autres, va à l'encontre de cette stabilité qui est déjà menacée par le Brexit », souligne Claire Demesmay, politologue à l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP).

Depuis la réélection d'Angela Merkel, l'Allemagne est elle-même entrée dans une période inédite d'instabilité politique qui concentre l'essentiel de son attention. Le poids des conservateurs de l'union CDU-CSU et, surtout, celui des sociaux-démocrates du SPD se sont tant érodés que les compromis entre les deux camps qui présidaient aux destinées de l'Allemagne sont devenus quasi impossibles. La priorité est de sauver sa peau à chaque scrutin régional face aux Verts et à l'AFD.

Une nouvelle élection fédérale permettrait-elle de fermer cette deuxième séquence électorale énergivore pour l'Allemagne ? L'échec des négociations entre l'union CDU-CSU, les Libéraux et les Verts fin 2017 a montré qu'il n'existait pas d'alternative claire à la coalition actuelle. « Il semble difficile d'imaginer un paysage politique aussi stable que par le passé », souligne Martin Koopmann. Si frustrant soit-il pour ses ambitions européennes, la France va devoir faire avec ce nouveau paradigme. ■

LE COMMENTAIRE

de Pierre Cahuc

Travailler tous, travailler plus : le secret du miracle allemand

Des experts reconnus affirment que les Français travaillent peu comparé aux habitants des autres pays riches. D'autres, tout aussi reconnus, affirment le contraire. Difficile de s'y retrouver car la comparaison n'est pas évidente. Tout d'abord, il faut savoir de qui on parle : des personnes en âge de travailler ou de l'ensemble de la population ? Des personnes en emploi à temps plein seulement ou aussi à temps partiel ? Il faut également préciser la nature des heures : la durée hebdomadaire du travail ou la durée annuelle ? Les jours fériés ?

Deux chercheuses et un chercheur (*) viennent de créer une riche base de données, à disposition du public, sur les heures de travail de différentes catégories de personnes à partir d'une définition harmo-

nisée pour 18 pays européens et les Etats-Unis, de 1983 à 2015. Ces données présentent l'intérêt de pouvoir comparer le nombre d'heures de travail des personnes en âge de travailler, de 15 à 64 ans. C'est une mesure pertinente pour apprécier l'intensité du travail sur l'ensemble du cycle de vie.

Selon ce critère, ce sont les Italiens qui travaillent le moins, avec 890 heures par an en moyenne de 2013 à 2015. Viennent ensuite les Grecs, les Espagnols, les Irlandais, puis les Français avec 1.000 heures. La France est donc bien en queue du peloton. Les plus gros travailleurs sont les Suisses, avec plus de 1.300 heures, et les Américains, avec 1.260 heures. Les Allemands, les Anglais et les habitants des pays scandinaves sont en milieu de peloton, autour de 1.100 heures.

Ces différences conditionnent en grande partie les différences de PIB par habitant pour ce groupe de pays. L'évolution de la France et de l'Allemagne depuis deux décennies

Sur le temps de travail, les Français sont bien en queue de peloton européen.

l'illustre clairement. Au début des années 2000, le revenu par habitant était 6 % plus élevé en Allemagne et l'écart est aujourd'hui passé à 16 %. Pendant la même période, les heures travaillées sont passées de 1.000 à 1.100 en Allemagne, tandis qu'elles ont stagné autour de 1.000 en France.

La progression allemande s'est essentiellement opérée grâce à une forte chute du chômage et en repoussant l'âge de départ à la retraite. C'est surtout la création d'emplois à temps partiel qui a réduit le chômage : les personnes en marge de l'activité, dont beaucoup ont des difficultés à trouver des emplois à temps plein, ont pu travailler à temps partiel grâce à des réformes qui ont flexibilisé le marché du travail. Selon l'Enquête sociale européenne, cette diminution du chômage est associée à une amélioration considérable du bien-être des personnes les plus défavorisées et de l'ensemble de la population.

De nombreuses études montrent en effet qu'obtenir un emploi, même à temps partiel, améliore le bien-être indépendamment de l'accrois-

sement de revenu induit par la reprise d'emploi. En deux décennies, les Allemands sont donc devenus nettement plus riches et plus heureux que nous car ils se sont mis à travailler plus en ouvrant l'accès à l'emploi à des personnes qui en étaient exclues. Les finances publiques en ont évidemment aussi largement bénéficié. Ainsi, le « miracle Allemand » repose sur une recette très simple : travailler tous, quitte à ce que certains travaillent peu, pour travailler plus collectivement.

Pierre Cahuc est professeur d'économie à Sciences Po.

* Alexander Bick, Bettina Brüggemann, Nicola Fuchs Schündeln, *Hours worked in Europe and the United States : new data, new answers*, « The Scandinavian Journal of Economics », (février 2019).